

Arrêté préfectoral complémentaire n° 90-2025-01-21-00001

**autorisant la société Carrières et Matériaux Grand-Ouest à se substituer
à la société Carrières et Matériaux Nord-Est pour l'exploitation
de la carrière sur le territoire de la commune d'Eguenigue.**

**Le Préfet du Territoire de Belfort
Chevalier de l'Ordre National du Mérite
Chevalier des Palmes académiques**

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 516-1, R. 181-45, R. 516-1 et R. 516-2 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 1^{er} octobre 2021 nommant monsieur Renaud NURY en qualité de secrétaire général de la préfecture du Territoire de Belfort ;

VU le décret du 6 novembre 2024 nommant monsieur Alain CHARRIER en qualité de préfet du Territoire de Belfort ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement de matériaux de carrières ;

VU l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières ;

VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 modifié relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 20150603-0001 du 2 juin 2015 autorisant la société COLAS EST à exploiter une carrière de roches massives et des installations de concassage, criblage sur le territoire de la commune d'Eguenigue - au lieu-dit « Le Coteau » ;

VU l'arrêté préfectoral n° 90-2021-03-09-002 du 9 mars 2021 autorisant la société des carrières de l'Est (SCE) à se substituer à la société Colas Est pour l'exploitation de la carrière de roches massives située sur le territoire de la commune d'Eguenigue - au lieu-dit « Le Coteau » ;

VU l'arrêté préfectoral n° 90-2024-11-25-00002 du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à monsieur Renaud NURY, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture du Territoire de Belfort ;

VU la demande de la société Carrières et Matériaux Grand-Ouest (CMGO) en date du 23 septembre 2024 sollicitant l'autorisation du transfert à son profit, des activités de la société Carrières et Matériaux Nord Est ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur en date du 17 décembre 2024, en application de l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

VU le courriel du 18 décembre 2024 par lequel le demandeur n'émet aucune observation sur ce projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT que l'installation faisant l'objet de modifications est soumise au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le transfert de l'autorisation accordée aux installations mentionnées au 2° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement est soumis à autorisation ;

CONSIDÉRANT qu'aux termes de l'article L. 512-1 du code de l'environnement, la délivrance de la présente autorisation prend en compte les capacités techniques et financières dont dispose le demandeur en vue de la conduite de son projet dans le respect des intérêts visés à l'article L. 511-1 du même code ;

CONSIDÉRANT qu'aux termes de l'article L. 516-1 du code de l'environnement, la mise en activité après une autorisation de changement d'exploitant d'une carrière est subordonnée à la constitution de garanties financières ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu dans ces conditions de faire application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

SUR proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture du Territoire de Belfort ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : CHANGEMENT D'EXPLOITANT

La société Carrières et Matériaux du Grand Ouest (CMGO) (SIREN 537 433 187) dont le siège social est situé Avenue Charles Lindbergh - 33700 MERIGNAC, est autorisée à se substituer à la société Carrières et Matériaux Nord-Est (CMNE) pour l'exploitation de la carrière située à Eguenigue - au lieu-dit « Le Coteau ».

ARTICLE 2 : PORTÉE DE L'AUTORISATION DE CHANGEMENT D'EXPLOITANT

La présente autorisation de changement d'exploitant est accordée dans la limite des droits et des obligations attachés à l'arrêté préfectoral n° 20150603-0001 du 2 juin 2015 susvisé, et à tout acte le modifiant ou le complétant.

ARTICLE 3 : GARANTIES FINANCIÈRES

Le nouvel exploitant doit, dès la notification du présent arrêté, transmettre au préfet un document établissant les garanties financières selon les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 20150603-0001 du 2 juin 2015 susvisé et modifié par le présent arrêté.

L'article 4 de l'arrêté préfectoral n° 90-2021-03-09-002 du 9 mars 2021 est abrogé.

Les dispositions de l'article 11.1 de l'arrêté préfectoral n° 20150603-0001 du 2 juin 2015 susvisé sont remplacées par le texte suivant :

« Le montant de référence (TP01 = 130,1 d'août 2024 et taux TVA = 0,20 de juin 2019) des garanties financières devant être constituées doit être au moins égal à :

Période	Phase 1 (5 ans)	Phase 2 (5 ans)	Phase 3 (5 ans)	Phase 4 (5 ans)	Phase 5 (1 an)
Montant en euros	95 430 €	95 095 €	71 221 €	61 814 €	61 814,00 €

»

ARTICLE 4 : NOTIFICATION ET PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Territoire de Belfort pendant une durée minimale de quatre mois. Le présent arrêté est notifié à la société Carrières et Matériaux Grand Ouest dont le siège social est situé Avenue Charles Lindbergh - 33700 MERIGNAC.

ARTICLE 5 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Conformément aux articles L. 181-17 et R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au tribunal administratif de Besançon :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.

2° Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

OBLIGATION DE NOTIFICATION DES RECOURS

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

ARTICLE 6 : EXÉCUTION ET COPIE

Le sous-préfet, secrétaire général de la préfecture du Territoire de Belfort, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne Franche-Comté et le maire d'Eguenigue sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera également adressée.

- à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne Franche-Comté à Besançon,
- à l'unité interdépartementale 25/70/90 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement à Belfort.

Fait à Belfort, le **21 JAN. 2025**

Pour le préfet, et par délégation
le sous-préfet, secrétaire général



Renaud NURY